

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Lambert-Noël Matha cogne sur Max Anicet Koumba!

APRÈS la sortie fracassante et troublante du président du Rassemblement des Gaulois, le ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, a suspendu cette écurie politique de toute activité. Une réaction faisant suite à celle du Parti démocratique gabonais (PDG) qui a condamné les propos de ce responsable dont le parti est membre de la majorité au pouvoir.



Photo: FM/MOMBO/L'Union

Le Ministre de l'Intérieur a condamné les propos de Max Anicet Koumba et rappelé aux acteurs politiques que la liberté d'expression est bel et bien encadrée par la Constitution.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Jusqu'au 28 octobre dernier, Max Anicet Koumba, président du Rassemblement des Gaulois (RG) jusque-là très discret sur la scène politique était presque dans les oubliettes. Certes cette écurie politique anonyme est tout de même membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), mais ne pesait pas d'un grand poids sur l'échiquier. Inconnu du grand nombre, il est négativement passé de l'ombre à la lumière après sa sortie au Conseil national de la démocratie (CND), en tenant des propos aux relents

tribalistes.

Ainsi, à l'en croire, "(...) les dysfonctionnements constatés dans la conduite des affaires du Gabon sont causés par l'incivisme et l'indiscipline d'un petit nombre de nos compatriotes. Je tiens à dire et je le répète: le Gabon est bloqué par l'imposture des Mpahouins...". Il n'en fallait pas plus pour susciter l'indignation, voire le tollé général. Même le Parti démocratique gabonais (PDG), (pourtant) son allié l'a lâché et jeté en pâture "aux chiens". S'ensuivra une véritable levée de boucliers sur la toile. Chacun allant de son commentaire. Certains estimant que le "Gaulliste en chef" met en mal l'unité natio-

nale, d'autres y voyant ni plus ni moins qu'une énième diversion politique.

Face à ce débat et devant les dérives pouvant en découler, le gouvernement n'est pas resté aphone et atone. En effet, 48 heures après lesdits propos, le ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, s'est fendu d'un communiqué pour condamner avec la dernière énergie ladite dérive verbale. Il a indiqué que "Max Anicet Koumba a tenu des propos antirépublicains remettant en cause la cohésion nationale, les fondements de la démocratie et le fonctionnement d'un parti politique dans un état de droit". Avant d'ajouter: "Des allé-

gations ignobles que le gouvernement de la République condamne avec la plus grande énergie et exige de l'intéressé des excuses publiques sous réserves d'éventuelles poursuites judiciaires. Suite à ce qui précède, le gouvernement de la République annonce la suspension à compter de ce jour, et ce

jusqu'à nouvel ordre, de toute activité politique du Rassemblement des Gaulois sur toute l'étendue du territoire national".

L'intéressé aurait présenté hier lesdites excuses. Sauf omission de notre part, c'est la première fois qu'un parti politique est suspendu pour un tel cas de figure.

Un sujet à proscrire

Y.F.I
Libreville/Gabon

Depuis le 28 octobre dernier, Max Anicet Koumba essuie les foudres de nombre de nos compatriotes. Normal. Ce dernier a mis à mal une communauté ethnique entière, l'accusant d'être un facteur bloquant du développement du Gabon. À son corps défendant, ce dernier n'a fait que dire tout haut ce que plusieurs personnes pensent tout bas.

Nous avons souvenance qu'en 2009, un ancien hiérarque du PDG, passé entre-temps dans les rangs de l'opposition avait fait scandale en déclarant, "Tout sauf les fangs". C'était lors du choix du successeur de feu Omar Bongo Ondimba à la présidence de la République. Une vision archaïque

qui avait choqué et révolté. L'exemple du génocide au Rwanda étant encore bien frais dans les mémoires. Sa principale origine étant en grande partie à mettre à l'actif des propos aux relents tribalistes voire xénophobes distillés à longueur de journée sur les antennes de la radio "Mille collines" par des extrémistes. C'est dire le poids de chaque mot balancé en l'air. Et le philosophe Brice Parrain prévenait en son temps: "Les mots sont des pistolets chargés".

D'où la réaction du gouvernement après la sortie du président du Rassemblement des Gaulois, Max Anicet Koumba. En effet, il n'y a pas lieu d'attiser le feu en ressassant des théories d'un autre âge. Pire, en stigmatisant une communauté entière. Max Anicet Koumba a cherché la bagarre, il l'a eue.

Miroir du gouvernement

Combattre le mal à la racine

TOUT compte fait, l'on ne peut que saluer la sortie du gouvernement qui, samedi dernier, par l'entremise du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, a décidé de suspendre le Rassemblement des Gaulois, à la suite du "dérapiage verbal" de son leader, Max Anicet Koumba. Une sanction à la hauteur du tollé et de l'indignation soulevés par les propos tenus par ce responsable de parti politique, membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Ce faisant, le gouvernement a tenu à rappeler, avec rigueur et vigueur, qu'il ne saurait tolérer les tentatives de remises en cause de notre vivre-ensemble d'où qu'elles viennent. Au-delà de cette fermeté, il conviendrait sans doute de renforcer le dispositif législatif et sensibiliser davantage la population aux

dangers liés au tribalisme, à l'ethnicisme, au régionalisme, au repli identitaire, etc. Car, ne nous leurrions pas, ces propos de Max Anicet Koumba, loin d'être anecdotiques, sont quelque part symptomatiques, toutes proportions gardées, des lignes de fracture qui traversent une partie de la société gabonaise.

Car, confrontés aux difficultés existentielles, de nombreux compatriotes estiment, à tort ou à raison, que certains de leurs concitoyens seraient à l'origine de leurs malheurs. Un sentiment qui, en réalité, traduit une profonde détresse et un grand désarroi. Une situation qui nécessite, de la part du gouvernement, des réponses fortes et concrètes. Tout ceci pour signifier que le mal est sans doute plus profond et insidieux qu'il n'y paraît. Au gouvernement donc de le

traiter à la racine.

En démocratie, a-t-on coutume de dire, il faut une certaine dose de courage et de réalisme pour régler les maux qui minent une communauté. Le tribalisme, à l'image de la xénophobie et du racisme, est un fléau latent dans la société gabonaise. Il conviendrait de le combattre sans faux-fuyants.

D'autant plus que, au regard des enjeux liés à l'environnement mondial actuel, notre pays ne peut se permettre d'avoir des scories susceptibles de ralentir sa marche en avant.

J.KOMBILE MOUSSAVOU